LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE

De Commerce, de la Finance, de l'Industrie, de la Propriété foncière et des Assurances.

BUREAU: No 35, rue St-Jacques, Montréal

ABONNEMENTS:

Montréal, un an.....\$2.00
Canada et Etats-Unis..... 1.50
France.....fr. 12.50

Publié par

Société de Publication Commerciale

J. MONIER, Directeur.

F. E. FONTAINE, Gérant.

Téléphone 2602.

MONTRÉAL, 27 MAI, 1892

Collections du "PRIX COURANT"

Comme nous recevons chaque jour des demandes pour la collection du "PRIX COURANT" depuis sa fondation, nous serions très obligés à ceux de nos abonnés qui n'en font pas collection s'ils pouvaient nous procurer les Nos. suivants:

VOLUME II, nos. 12, 14, 21 et 22.

VOLUME III, Nos. 9, 13 et 19.

VOLUME IV, No. 18.

Nous paierons 10c. pour chaque exemplaire de ces numéros.

A nos Annonceurs.

Nous avons conclu avec l'agence A. BERTIN & CIE, No. 444 rue Lagache-tière, Montréal, un arrangement en vertu duquel cette agence se charge de toutes nos collections, suivant un bordereau que nous lui remettons chaque semaine. Cet arrangement nous permet d'économiser beaucoup de temps, et de simplifier considérablement notre comptabilité. MM. Bertin et Cie. sont donc autorisés à se présenter à notre nom chez nos débiteurs et à donner des reçus pour ce qu'ils recevront pour nous. Nous prions par conséquent les maisons qui nous honorent de leur patronage de ne pas se trouver froissées et de faire bon accueil à MM. A. Bertin et Cie. qui ont d'ailleurs instruction de les traiter avec tous les égards qui se doivent.

Le Budget de la Province

Nous donnons aujourd'hui le texte à peu près *in extenso* de l'exposé budgétaire du trésorier provincial M. Hall. Nous n'avons pas besoin de nous excuser de donner la pré-séance à ce document sur nos causeries commerciales ordinaires, nos lecteurs comprendront que l'état des finances de la province est actuellement d'un intérêt primordial et, comme M. Hall nous annonce que le gouvernement va être obligé, pour rétablir l'équilibre du budget, de nous demander de nous soumettre à de nouvelles taxes, devant rapporter un million de piastres par année, il est indispensable, pour juger sainement de la nécessité de ces nouveaux impôts, que l'on se fasse une idée exacte de la situation. Qu'on lise donc avec attention l'exposé de M. Hall; il n'est pas gai; la vérité n'y est pas fardée, et la situation qu'il nous montre mérite toute notre attention.

Ne voulant pas entrer ici dans

des détails qui seraient une répétition, nous allons essayer de donner l'idée d'ensemble qui se dégage des chiffres détaillés plus loin:

Voici d'abord la dette publique en 1887 et en 1891:

AU 30 JANVIER 1887.

Dette consolidée.....	\$18,155,013 33
Dette flottante non contestée.....	3,788,434 32
Obligations du Palais de Justice à Québec.....	200,000 00
	10,754,447 05
Actif.....	\$22,14,280 54

Dette nette..... \$11,380,102 11
Pendant la période écoulée du 30 janvier 1887 au 17 décembre 1891, le gouvernement Mercier a négocié deux emprunts à long terme, l'un de \$3,500,000 et l'autre de \$4,000,000.

Il a, en outre, fait des emprunts temporaires, puisé dans les fonds en fidéi-commis et engagé le crédit de la province pour des sommes considérables; de sorte que la dette publique, à sa chute avait augmenté de \$12,000,000, comme suit:

AU 17 DECEMBRE 1891.

Dette consolidée.....	\$25,200,873.33
Dette flottante:	
Emprunts temporaires.....	150,000.00
Fonds en fidéi-commis.....	2,119,008.89
Mandats impayés.....	149,600.21
Déficit probable de l'exercice 1891-92.....	496,723.67
Subventions aux chemins de fer.....	6,052,030.80
Balance due pour Q.M.O. O.....	60,680.12
Crédits votés pour dépenses spéciales.....	710,346.45
Coût ultérieur de travaux entrepris et sans contrat.....	675,460.62
Perte sur dépôt, banque d'Exchange.....	25,000.00
Obligation du Palais de Justice de Québec.....	200,000.00
TOTAL.....	\$35,840,230.18
Actif.....	11,561,191.98

Dette nette..... \$24,288,038.20
Nous voici, par conséquent, à la tête d'une dette de près de \$36,000,000, dont la plus grande partie, soit plus de \$27,000,000 porte intérêt. Le service des intérêts, pour l'exercice 1891-92, est estimé par M. Hall, à \$1,470,626.96 et pour l'exercice 1892-93 à \$1,696,433.12, autant dire tout de suite, \$1,700,000.

Notre budget de recettes ordinaires atteint le chiffre rond de \$3,400,000, c'est-à-dire que le service des intérêts va prendre la moitié de nos recettes.

Les dépenses ordinaires, depuis 1887 jusqu'en 1891 ont été en moyenne de \$3,721,461.10; en 1891-92, elles atteindront \$4,095,520 en 1892-93, après les réductions que propose M. Hall, elles seront encore de \$4,153,756.87, y compris, bien entendu, les intérêts de la dette.

Le problème à résoudre est donc d'augmenter nos revenus annuels, qui sont de \$3,400,000, de manière à pouvoir payer \$4,150,000; sans emprunter et sans nous endetter, c'est-à-dire, d'environ \$750,000 par année.

Mais ce n'est pas tout. Il va nous falloir payer la dette flottante, qui, à elle seule, représente un chiffre énorme. Il va falloir rembourser l'année prochaine les \$4,000,000 empruntés l'été dernier à Paris et

solder le déficit que va laisser l'exercice 1892-93.

Est-ce trop de \$250,000 par année d'augmentation pour rembourser graduellement \$1,860,765.64 aux compagnies de chemins de fer qui ont déposé ce montant en fidéi-commis entre les mains du gouvernement; pour payer l'intérêt des \$6,000,000 de subventions que la province s'est engagée à fournir à diverses compagnies; pour fournir les fonds nécessaires au parachèvement des travaux public commencés?

Nous croyons plutôt que ce n'est pas assez et que, s'il veut arriver à joindre les deux bouts, M. Hall devra encore réduire nos dépenses ordinaires.

Il serait difficile, par conséquent, de lui marchander le million qu'il va nous demander quelque pénible qu'il soit d'avoir à payer pour des extravagances dont le bénéfice n'est guère apparent nulle part.

Seulement, nous espérons qu'il abandonnera le système suivi par ses prédécesseurs, qui consistait à faire payer par le commerce tous les impôts dont le gouvernement avait besoin. Il est temps de sortir de cette routine et d'appeler tous les citoyens du pays à porter les charges de l'administration publique proportionnellement aux moyens de chacun. C'est la taxe directe qui peut seule, dans l'état où nous sommes, nous tirer d'embarras; c'est d'ailleurs la plus équitable, la moins onéreuse et la plus facile à percevoir. C'est aussi celle qui répond le mieux aux besoins d'un pays naissant, parcequ'elle suit les fluctuations de la richesse publique, et que contrairement aux taxes actuelles dont le rendement est à peu près fixe, son rendement augmentera sans peser davantage sur les contribuables, au fur et à mesure de l'augmentation de la richesse du pays.

La taxe directe peut être imposée sur la propriété foncière, sur la propriété mobilière, ou sur les deux genres de propriétés à la fois; D'après les données fournies par les statistiques municipales, on peut évaluer la propriété foncière dans la province, possédée par des particuliers ou par des corporations à \$400,000,000 en chiffres ronds. Une taxe de 1/4 p. c. soit 25c par \$100. donnerait donc le million demandé.

Et, à ce sujet, on nous permettra d'indiquer un mode de perception de cette taxe, qui serait très expéditif et très économique; ce serait de taxer chaque municipalité, cité, ville, village, paroisse ou township d'une somme de tant pour cent sur les propriétés de cette municipalité, d'après son rôle d'évaluation; chaque secrétaire trésorier n'aurait qu'à ajouter le montant de la taxe provinciale à celui de la taxe municipale; il percevrait les deux ensemble et transmettrait au gouvernement la part qui lui reviendrait.

La perception se ferait ainsi rapidement, sûrement, et sans autres frais qu'une simple commission à payer au secrétaire trésorier.

La taxe sur la propriété mobilière sera plus difficile à percevoir,

parcequ'elle exigera des rôles spéciaux et des percepteurs spéciaux. Cependant il serait tout à fait juste que ce genre de propriété contribuât aussi aux charges du gouvernement. Quoiqu'il en soit, nous sommes certains que nos lecteurs, en gens d'affaires éclairés et en bons patriotes, discuteront avec toute la bonne volonté possible les nouvelles taxes qui seront proposées et aideront, par l'encouragement de leur sympathie, l'honorable M. Hall à s'acquitter de la tâche ardue qu'il a entreprise.

ACTUALITÉS

Parmi les maisons d'exportation qui achètent le fromage sur notre marché et dans nos campagnes, la maison David Muir & Cie est une des plus importantes et des plus estimées. MM. Muir & Cie ont, outre leur place d'affaires à Montréal un bureau à New-York, un à Fond-du-Lac, Wis., et un autre à Chicago. Le chef de la maison M. David Muir, est un de ceux qui ont le plus contribué, par leurs efforts persistants, à améliorer la fabrication du fromage et du beurre aux Etats-Unis, où il est considéré comme un des fondateurs de l'industrie laitière.

MM. Laporte, Martin & Cie, dont les affaires prennent chaque jour plus d'étendue, attendent prochainement un chargement de *Mélasse de Barbade* de premier choix, qu'ils offrent au commerce, à livrer en juin, à 29 c. le gallon. Ils viennent de recevoir par les vapeurs de la Méditerranée, un lot d'excellent *Vin de Messe* de Muller, qu'ils recommandent aux épiciers et aux hôteliers comme la meilleure valeur sur le marché en fait de vins de messe.

Nous apprenons avec plaisir que le gouvernement français vient de nommer M. Auguste Girard agent consulaire de France à Montréal, en remplacement de M. Schowb qui a donné sa démission. M. Girard est un des français les mieux et les plus avantageusement connus à Montréal où il réside depuis une quarantaine d'années. Dans le commerce de grains, où il fait des affaires considérables d'exportation; M. Girard, un des fondateurs de l'Association de la Halle au Blé, ne compte que des amis qui seront heureux de le féliciter de la charge honorifique que lucrative, qui lui a été confiée. Nous sommes persuadés que les intérêts français à Montréal ne pouvaient être placés en meilleures mains.

Montréal est enfin doté, grâce aux efforts intelligents des propriétaires du Parc Sohmer, d'un lieu où les citoyens fatigués d'une journée de travail manuel ou mental peuvent aller se délasser honnêtement, sainement, avec leurs familles.

Le Parc Sohmer, avec son jardin zoologique, est une institution qui mérite, intrinsèquement, l'encouragement du public et dont l'influence récréative sera utile à la relaxation des facultés mentales dont nos hommes d'affaires ont besoin,